



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 24 septembre 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 168      BUDGET ANNEXE**  
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**  
**METHODES ET DUREES D'AMORTISSEMENT**  
**DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT  
Madame Laurence COSTE  
Madame Magali CONESA  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG  
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI  
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171      CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²  
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 168**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET ANNEXE  
SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM  
METHODES ET DUREES D'AMORTISSEMENT  
DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le rapport a pour objet de fixer les méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	SANS INCIDENCE FINANCIERE	

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2221-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° 2022-176 portant création du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium ;

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable M4 rend obligatoire l'amortissement des biens renouvelables pour le service public industriel et commercial du crématorium ;

Considérant qu'à ce titre, les règles de gestion concernant les amortissements sont les suivantes :

- Les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition ;
- Le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans prorata temporis à compter de l'exercice suivant l'acquisition ;
- Tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon les modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction) ;
- Les biens acquis pour un montant inférieur à un certain seuil défini par l'assemblée délibérante seront amortis en une seule année (biens dits de faible valeur) ;

Considérant qu'il appartient ainsi à l'assemblée délibérante de fixer, en application des préconisations réglementaires, les durées d'amortissement par instruction et type de bien ou catégorie de bien ;

Considérant qu'en application de l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de fixer à 500 € TTC le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faibles valeur s'amortissent sur un an ;

Considérant que les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante, à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties :
  - . sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
  - . sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
  - . sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national ;

Considérant que pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation ;

Le présent projet propose, pour les autres catégories de dépenses non encadrées par la réglementation, d'harmoniser les durées d'amortissement.

Il s'agit des catégories de dépenses suivantes :

catégories	Durées amortissement votées (années)	Articles budgétaires concernés
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		
Frais d'établissement	5	201
Frais d'études, recherche et développement Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	203X
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	2	205X
Autres immobilisations incorporelles	10	208X
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		
Autres agencement et aménagement de terrains	20	212X
Installations générales, agencement	15	213X
Constructions bâtiments	50	213X
Installations à caractère spécifique ou spécialisées	40	215X
Autres installations matériel outillage technique	10	215X
Installations générales, agencements, aménagements divers	10	218X

Véhicules légers	5	2182
Véhicules lourds	8	2182
Matériel de bureau et matériel informatique	5	2183
Coffre-fort	20	2188
Mobilier	15	2184
Autres immobilisations corporelles	10	2188
Biens de faible valeur inférieure à 500 euros TTC	1	20XXX-21XXX

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les durées et méthodes d'amortissements applicables au budget annexe du service industriel et commercial du crématorium ;
- **FIXER** à 500,00 TTC le seuil en dessous duquel les biens de faible valeur seront amortis en une seule année ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Delibération affichée le **25 SEP. 2024**  
suivant les dispositions  
**POUR ETANT CONFORME**  
Le Maire,

La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **25 SEP. 2024**